# l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Jeudi
7 octobre 1976

No 541

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952


## Brejnev à TF1, un aveu :

# «nos forces armées sont impressionnantes»

Pourquoi le chef de file du social-impérialisme russe éprouve-t-il le besoin d'expliquer — à sa manière — la politique extérieure de l'URSS, devant plus de 400 millions de téléspectateurs du monde, y compris ceux d'URSS et des pays dominés par lui ? C'est là une question qui mérite d'être posée.

La bourgeoisie française offre au principal dirigeant révisionniste soviétique, la possibilité de parler librement pendant quarante cinq minutes, et ce dernier utilise la majorité de ce temps pour justifier sa politique extérieure. Voilà qui doit attirer toute notre attention en comparant les paroles de Brejnev avec des faits qui, aujourd'hui, sont largement connus.

Brejnev déclare : *«Il est indispensable de juguler la course aux armements»*. Qui pourrait s'opposer à une proposition d'une «si grande sagesse» ? Seulement, Brejnev oublie de dire une chose : qui a provoqué la course effrénée aux armements ces dernières années ? La réponse est simple : l'URSS elle-même avec son rival l'impérialisme US.

Pourtant Brejnev tente de s'expliquer : *«Nous sommes obligés de perfectionner notre défense, je dis bien obligés, parce que nous sommes placés dans une course aux armements effrénés»*.

L'explication de Brejnev présente *«les forces armées impressionnantes»* de l'URSS comme le résultat d'une politique défensive vis-à-vis de l'Ouest offensif. Malheureusement pour lui, si l'on examine les faits tels qu'ils sont, ces derniers démontrent exactement le contraire.

Pour cela, examinons le développement des forces soviétiques depuis cinq ans.

Au cours des cinq dernières années, les armements nucléaires stratégiques soviétiques ont plus que doublé en quantité. Ses forces armées déployées en Europe ont atteint 3,1 millions d'hommes permanents, accompagnés de 33 000 tanks et de 7 500 avions de combat et d'attaque.

Sur 600 engins nucléaires de portée moyenne, 90 % sont déployés en Europe orientale et centrale. Depuis un an, elle a renforcé l'organisation de ses troupes, l'armement a été renouvelé. Par ailleurs, l'ensemble de ses manœuvres militaires ont consisté en des exercices d'attaque simulée où l'Europe occidentale formait la principale cible.

Comparé au développement des forces de l'autre superpuissance, il apparait sans contestation possible que l'URSS a développé *plus vite* ses armements de tout type. Si bien que l'URSS est devenue la principale puissance militaire sur le plan mondial.

Si l'URSS avait véritablement une politique uniquement défensive, comment pourrait-elle développer son armement plus vite que l'autre superpuissance et devenir en quelques années la superpuissance la plus armée ?

La vérité, c'estque la course aux armements n'a d'autre source que la dispute des deux superpuissances pour l'hégémonie dans le monde ; c'est que la course aux armements a sa source dans la volonté de l'URSS de dominer le monde en écrasant son rival.

Ce sont les appétits de Brejnev et de la bourgeoisie bureaucratique soviétique qui «créent» la course aux armements, qui ont transformé l'Europe en baril de poudre. Et, ce sont Brejnev et sa clique qui y mettront tôt ou tard le feu.

Brejnev, dans son interview télévisé a reconnu que *«la détente était utile à l'URSS»* ; on comprend pourquoi ! La «détente» apparait, à un nombre grandissant de personnes en Europe, comme un mot sans signification concrète, si ce n'est qu'elle est contredite largement par le renforcement effréné de l'arsenal de guerre soviétique.

*(Suite p. 3)*

**En raison de la grève générale, l'édition datée du 8 octobre de l'Humanité rouge ne paraîtra pas.**

# Contre le plan Barre et le Programme commun

**Le 7 octobre, des millions de travailleurs seront en grève contre le plan Barre. Ils manifesteront ainsi leur détermination à riposter à l'attaque contre leurs conditions de vie menée par le gouvernement Giscard.**

**Nombreux sont ceux qui parmi eux se disent qu'on ne peut pas en rester là, qu'il faut une riposte de tous les travailleurs frappant ensemble et en même temps. Ils ont raison. Les grévettes de 24 heures n'ont jamais permis aux travailleurs de faire reculer les exploiteurs. Ceux-ci ne cèdent que face à des luttes dures et prolongées.**

**En lançant cette grève de 24 heures les directions confédérales révisionnistes et réformistes, les partis de l'«Union de la gauche» n'ont pas pour objectif la défense des intérêts des travailleurs. Leur seul but est de chercher à détourner le mécontentement des travailleurs au profit de leur Programme commun, de préparer les prochaines échéances électorales.**

**Il ne s'agit pour eux que de remplacer l'équipe dirigeante actuelle du capitalisme par une autre baptisée «de gauche». Sans rien toucher au capitalisme, à l'exploitation des travailleurs.**

**C'est bien pourquoi, partout en France, le 7 octobre et aprés, les militants marxistes-léninistes prendront la tête des luttes ouvrière à la fois contre le plan Barre et le Programme commun. L'intérêt des travailleurs n'est ni aux côtés du tandem Giscard-Barre, ni de celui de Marchais-Mitterrand.**

L'Assemblée nationale a donné mardi un avant-goût de campagne électorale. Que ce soit Barre ou Mitterrand, il ne fait aucun doute que l'un et l'autre en parlant songeaient aux futurs électeurs qui les écoutaient.

Le premier ministre s'est évidemment livré à la défense de son plan antipopulaire en cherchant à lui donner une apparence de «justice». Mais les travailleurs savent d'ores et déjà ce qu'il en est : tandis que les capitalistes sont épargnés, le pouvoir d'achat de ceux qui travaillent se trouve diminué. Toujours pour se donner un visage «social», Barre a promis de «bousculer des privilèges». Poudre aux yeux avec laquelle le gouvernement pense pouvoir duper une partie de l'opinion.

A côté de ces paroles démagogiques, Barre a lancé plusieurs menaces à l'adresse des travailleurs. Il s'est plaint de «l'insuffisance de la mobilité des travailleurs». Ce qui en clair signifie que les travailleurs ne se soumettent pas assez facilement au chômage. La bourgeoisie voudrait pouvoir les utiliser selon sa volonté, là où l'exigent ses profits. Elle voudrait qu'ils se laissent manœuvrer comme des objets qu'elle pourrait déplacer à sa guise. Pour faciliter cela, Barre a lancé une menace contre les indemnités de chômage qui ne doivent pas «compromettre les ajustements nécessaires sur le marché du travail».

Tandis qu'il s'en prenait une fois de plus aux hausses de salaire, il faisait l'apologie du profit capitaliste en disant qu'«il est la condition pour que les entreprises développent leur contribution au progrès économique et social».

*(Suite p. 3)*

## La visite de Giscard en Iran

# D'abord une affaire de gros sous

La visite qu'effectue ces jours-ci Giscard en Iran s'explique d'abord par une affaire de gros sous. L'importance des négociations économiques qui auront lieu à cette occasion est soulignée par la présence, dans la délégation française, de Jean-Pierre Fourcade, ex-ministre de l'Économie et actuel ministre de l'Équipement, bien placé donc pour discuter de tous les dossiers, et de Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie. L'Iran qui connait actuellement un développement économique certain, intéresse en effet grandement les capitalistes français dont il est déjà le plus gros client au Moyen-Orient. Les ventes françaises y ont progressé de 120 % en 1975. Elles dépasseront vraisemblablement cette année 3,5 milliards de francs. L'Iran est par ailleurs devenu le second fournisseur de pétrole de la France, après l'Arabie saoudite, alors qu'il y a seulement 3 ans, il n'occupait que le septième rang.

C'est le quadruplement des prix de base du pétrole, à la fin de 1973, qui a permis à la bourgeoisie iranienne de donner un coup d'accélérateur à l'édification économique du pays dans la mesure où les devises étrangères se sont faites plus abondantes donnant ainsi une plus grande ampleur aux achats de biens d'équipement à l'Occident.

*(Suite p. 2)*

## Merlebach

# L'adieu des travailleurs de la mine

Ils étaient 15 000, hommes, femmes, enfants, pour rendre un dernier hommage aux 16 mineurs assassinés par le capitlisme à Merlebach. 16 de plus qui s'ajoutent à la longue liste de tous ceux qui ont laissé leur vie au fond.

16 qui ont été envoyés à la mort par la direction des houillères. Celle-ci n'ignorait pas le danger qui existait ce jour-là. Des mineurs avaient refusé de descendre à cause des conditions plus dangereuses que d'habitude. Mais malgré tout, la direction, ne connaissant qu'une seule loi, celle du profit, n'a pas hésité à faire descendre des mineurs.

Aussi c'est sans doute avec colère que de nombreux mineurs auront vu aux obsèques la présence des dirigeants des houillères ainsi que du ministre du Travail.

C'est avec colère qu'ils auront entendu ces paroles du président du Conseil d'administration des Houillères du Bassin de Lorraine : *«Une catastrophe comme celle du 30 septembre souligne combien les résultats en matière de sécurité sont fragiles, combien d'inconnues subsistent dans les phénomènes naturels que nous affrontons»*. La nature a bon dos. Elle est un prétexte facile pour tenter de camoufler ce qui n'est rien d'autre qu'un crime.

C'est avec colère encore qu'ils auront entendu le ministre du Travail affirmer : *«La sécurité des travailleurs est un droit essentiel»*. N'est-ce pas ce que ses semblables répètent depuis toujours après que des hommes soient morts. Mais ce «droit essentiel», dans la réalité quotidienne, les capitalistes sacrifient sur l'autel de leurs profits.

La fatalité, cela n'existe pas. La sécurité, les travailleurs ne peuvent l'obtenir qu'en l'imposant aux exploiteurs par la lutte.

le monde en marche

## La visite de Giscard en Iran

# D'ABORD UNE AFFAIRE DE GROS SOUS

*(Suite de la p. 1)*

Avec quelques 20 milliards de dollars de revenus pétroliers par an, l'Iran a pu commander en 3 ans : 4 centrales nucléaires (dont deux sont négociées avec la France), un métro pour sa capitale, des autoroutes, plusieurs aciéries et le plus grand complexe pétro-chimique du monde. L'inflation capitaliste qui sévit à l'échelle mondiale devait d'ailleurs freiner grandement cet essor économique. L'Iran qui pouvait encore récemment prêter plusieurs milliards de dollars à divers pays dont la France, est à nouveau obligé d'emprunter massivement sur les marchés internationaux pour maintenir son rythme de développement. C'est pour l'Iran, comme pour beaucoup de pays producteurs de matières premières, d'une véritable course contre la montre qu'il s'agit car vers 1990 les ressources pétrolières qui permettent le «miracle iranien» seront en grande partie taries. Le pays doit être prêt à faire face à cette situation en reconvertissant toute son économie alors que aujourd'hui, hormi le pétrole, ses exportations comprennent presque uniquement des tapis, du coton et du caviar !

Il ne faut jamais oublier par ailleurs que ce «miracle iranien», et c'est aussi en cela que l'Iran intéresse les capitaux français, repose avant tout sur l'exploitation impérialiste de la classe ouvrière et des paysans iraniens qui vivent dans une noire misère et dont les nombreuses grèves et les luttes politiques grandissantes sont férocement réprimées par la sinistre Savak, la tristement célèbre police politique du Shah.

### Des arrières-pensées politiques

Mais les arrières-pensées politiques ne sont pas non plus exclues de ce voyage. Remis en selle en 1958 par un coup d'Etat dirigé par la CIA qui renversa le régime progressiste du docteur Mossadegh, l'Iran garde encore aujourd'hui des liens étroits avec l'impérialisme US qui lui interdisent toujours d'adhérer au Mouvement des non-alignés. Mais les contradictions d'intérêts de la bourgeoisie iranienne avec la Maison blanche n'ont cessé de grandir. Un temps, l'Iran a cherché à s'appuyer sur l'URSS pour prendre un peu de champ par rapport aux Américains. Les tenants de cette politique ne tardèrent pas à s'en mordre les doigts découvrant que le social-impérialisme russe pratique à l'égard de l'Iran la même politique de pillage, d'exploitation et d'ingérence que ses rivaux américains.

Le gaz iranien qui coulait dans les pipe-lines en direction de l'URSS a été ainsi longtemps exporté pour un prix inférieur de 3 ou 4 fois aux cours mondiaux. Les ventes d'armes de l'URSS à l'Iran se sont accompagnés de pressions grandissantes tout le long de la frontière commune de 1 700 km entre les deux pays.

Victimes du chantage, du pillage, des pressions de l'une comme de l'autre superpuissance, conforté par la lutte commune menée avec les pays de l'OPEP et les victoires anti-impérialistes des pays du tiers monde regroupés dans le Mouvement des non-alignés, la bourgeoisie iranienne cherche une issue dans le resserrement de ses relations avec les autres pays du tiers monde comme avec les pays du second monde, tel la France. L'impérialisme français n'a plus les moyens de dicter purement et simplement sa loi aux pays du tiers monde. Il se console de cette situation en cherchant à réaliser de fructueuses affaires avec tous ceux qui veulent secouer le joug pesant des Russes aussi bien que les Américain

D'autant plus que le social-impérialisme russe considère le contrôle du golfe Persique comme un objectif capital pour imposer son diktat à l'Europe de l'Ouest : il ne ménage aucun effort pour faire sauter le «verrou» iranien.

### Soutenir les aspirations anti-impérialistes et anti-social-impérialistes et démocratiques du peuple

Mais il est bien évident aussi que les aspirations anti-impérialistes et démocratiques vitales du peuple iranien ne peuvent être défendues valablement par la bourgeoisie iranienne qui exploite et opprime son peuple. Ce sont les marxistes-léninistes iraniens qui se regroupent et se développent dans le pays qui sont les véritables porte-drapeaux de l'indépendance et de la liberté du peuple d'Iran. C'est à eux que va notre soutien indéfectible.

## La mort du président Mao — *Témoignage d'un camarade qui était en Chine*

# UNE PEINE IMMENSE

**Nous avons posé quelques questions à un camarade de retour de Chine où il a vécu les moments historiques de la mort du camarade Mao Tsé-toung. Nous nous bornerons à montrer la réaction du peuple chinois et les forces que puisent les masses dans ce deuil.**

**Tu reviens ces jours-ci de Chine, comment as-tu appris la mort du camarade Mao Tsé-toung et comment le peuple chinois a-t-il réagi à cette mort dans la petite ville de province où tu te trouvais ?**

— J'ai appris la mort du président Mao par la radio en même temps que les Chinois à 16 heures (heure locale). A 15 heures une annonce avait été faite pour que tous écoutent un communiqué important à 16 heures.

Tous les Chinois que je cotoyais à ce moment-là se sont mis à pleurer. Un interprète traduisait en français le message de la radio d'une voix sourde. Il ne pleurait pas mais son visage était marqué par la douleur. Il faisait un effort énorme pour se maîtriser. Il a traduit intégralement le communiqué.

A partir de ce moment, l'animation dans les rues s'est réduite. On pouvait voir des ouvriers pleurer dans les cours d'usines. Pendant deux heures, la vie a semblé s'arrêter en Chine. A partir de 18 heures l'activité était redevenue normale et certains signes de deuils apparaissaient.

Pendant toute la période de deuil qui a pris fin le 18 septembre une musique funèbre a été jouée à la radio, alternée avec l' Internationale entre les émissions. Même après le 18 des signes de deuil ont été encore très nombreux.

Le 9 déjà des drapeaux étaient en berne. Dès le lendemain beaucoup de Chinois portaient un brassard noir au bras gauche. Le blanc en Chine étant le signe de deuil, des millions de fleurs blanches en papier ornaient les bus, les voitures. On pouvait en voir dans des lieux très divers, comme dans les bureaux de postes, les ascenceurs, etc. Des portraits de Mao encadrés de crêpe noir et surmontés d'une fleur blanche étaient accrochés aux portails des usines. On en voyait dans les restaurants, les hôtels, les magasins, les communes populaires et dans les appartements.

Du 9 au 18 toutes les manifestations de réjouissance ou spectacles ont été annulées.

Dès l'annonce du décès du président Mao, la radio avait expliqué comment se déroulerait la période de deuil. A Pékin, peu avant 15 heures se déroulerait la cérémonie qui serait retransmise par radio et par télé.

Chaque ville organiserait le même jour une cérémonie après avoir écouté celle de Pékin. Du 11 au 18, dans chaque ville des gens se rendaient en groupe dans des bâtiments comme les palais de la culture, sièges du PC etc, pour s'incliner devant le portrait de Mao, faire les condoléances et déposer des couronnes de fleurs en papier.

Parfois la file d'attente s'étendait sur plusieurs kilomètres.

Il est à noter la douleur sincère et profonde de tout ce peuple. Mao était vraiment considéré comme quelqu'un du peuple. Il a toujours su dans sa vie rester lié à ce dernier et partage ses épreuves. Servir le peuple. Voilà un mot d'ordre d'une haute conscience socialiste. Sa vie est un exemple pour tous les progressistes du monde.

A la tête du PCC, Mao a mené la bataille et libéré le peuple chinois de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique. Il a rendu la dignité au peuple chinois. En 1949, Mao disait à la tribune de la place Tien An-men : «Le peuple chinois, le quart de l'humanité est maintenant debout».

Le président Mao a su guider et éduquer le peuple chinois sur la voie du socialisme. Il a conservé la pureté idéologique du marxisme-léninisme et a lutté efficacement contre les ennemis extérieurs et intérieurs. Il a su mener un combat opiniâtre contre le révisionnisme moderne.

La disparition de Mao a été considérée en Chine comme un événement de portée mondiale. Car la Chine est avant tout un pays socialiste du tiers monde, et la pensée-mao-sétoung n'est pas valable uniquement pour la Chine.

Voici un exemple : les Chinois considèrent que le tiers monde est la force montante et qu'il a un rôle important à jouer. S'unir aux masses. S'unir au plus grand nombre. Voilà l'avenir. Ainsi rien ne sera impossible aux peuples du monde face à l'impérialisme russe et américain.

Le peuple chinois consacre des sommes énormes à l'aide aux pays en voie de développement, cela sans conditions économiques ni politiques.

*Le dernier hommage des vieux paysans de la banlieue de Pékin.*

Pour la construction du chemin de fer de Tanzanie, le peuple chinois a envoyé des ouvriers et des techniciens spécialistes en construction ferroviaire. Le combinat sidérurgique de Wouhan a fabriqué des rails spéciaux pour les 1 800 km de cette ligne. Il a fallu modifier toute la chaîne de laminoir. Les rails envoyés en Tanzanie devaient être plus lourds au mètre que les rails chinois. Ainsi la Chine n'a pas hésité à aider un pays alors qu'elle-même avait un besoin important de rails.

La mort du président Mao touche tous les peuples du monde. Et comme le disait celui-ci : «Certaines morts ont plus de poids que le mont Taichan.» Honorer sa mémoire, voilà un devoir pour tous ceux qui sont concernés par sa mort.

Il est bon de constater que bien des gens qui ont condamné la politique «maoiste» et par cela même les marxistes-léninistes ont fait des éloges dithyrambiques à l'occasion du décès. En réalité ils restent les plus acharnés à combattre la pensée-maotsétoung. Cette pensée les inquiète car elle est toujours vivante et universelle. Les véritables révolutionnaires ne se contentent pas de faire des éloges mais mettent ses idées en pratique.

En disant ceci : «Quand la Chine s'éveillera le monde tremblera», Monsieur Peyrefitte a bien compris la dimension internationale de la politique chinoise et de la pensée-maotsétoung. Seulement la Chine s'est déjà éveillée avec les salves de la révolution d'Octobre et le monde de Monsieur Peyrefitte commence à trembler. Quant au monde des travailleurs il s'en réjouit.

Un grand marxiste-léniniste est mort, mais ceux qu'il a formés à son exemple sont innombrables. La contribution de Mao Tsé-toung pour l'humanité est énorme. Nous devons à notre tour nous inspirer de lui.

*(A suivre).*

**nouvelles intérieures**

# Les libertés qu'ils nous préparent

Tandis que les dirigeants du PCF parlent de «démocratie» à n'en plus finir, de «liberté» à toutes les sauces, que font-ils dans les actes ? Leur activité dans plusieurs municipalités de la région parisienne qui sont sous leur contrôle permet de le voir concrètement.

A Bagnolet, le conseil municipal a fait placarder des affiches proclamant : *Malgré l'ouverture du commissariat après des années de démarches de la municipalité, rien n'est fait par le ministre de l'Intérieur pour doter Bagnolet d'effectifs de police suffisants. Dans toutes les grandes villes, le maire ne peut pas commander la police : la loi le lui interdit.*

*Avec Monsieur Poniatowski, le préfet refuse d'accomplir sa mission. Ce scandale doit cesser. La police doit accomplir son vrai rôle : sécurité et tranquillité pour tous les citoyens.*

A Montreuil, la municipalité déclare également : *La loi qui a ôté aux maires de la région parisienne toute autorité sur la police, rend d'autant plus responsables le ministre de l'Intérieur et ses subordonnés qui doivent assurer la protection des biens et des personnes. L'expérience prouve que cette protection est très mal assurée et que le pouvoir s'accommode malgré les spectaculaires et inefficaces "opérations coups de poing" du climat d'insécurité vécu dans toute la France.*

A Bobigny, le journal d'une cellule du PCF réclame *«que le commissariat de Bobigny voie ses effectifs renforcés pour garantir la liberté sur la voie publique, que les rondes nocturnes soient multipliées... Nous disons qu'il est scandaleux de voir M. Giscard d'Estaing et le patronat considérer la police comme leur propriété privée.»*

Pour résumer, la politique du PCF consiste :

1) à vouloir apparaître comme les meilleurs défenseurs de «l'ordre». Le reproche qu'ils font à Poniatowski est de ne pas être capable de faire régner cet ordre.

C'est là un thème de propagande particulièrement cher aux fascistes de tout poil. Les nombreux jeunes agressés par la police dans les banlieues populaires savent ce que signifient «l'ordre et la sécurité». A St-Denis, municipalité PCF, on a pu voir également ce qu'est cette sécurité quand le jeune ouvrier Gilles Olivier a été abattu d'une balle dans le dos par un flic, au mois de juillet dernier.

Ce qu'ils reprochent aux «opérations coups de poing», ce n'est pas d'être un renforcement du quadrillage policier, dirigé en particulier contre les travailleurs immigrés et préparant une répression politique de masse. Non, ce qu'ils leur reprochent c'est de ne pas être efficaces.

*Sans commentaires...*

2) A demander un accroissement important des forces de police, du quadrillage policier, des commissariats.

3) A demander que la police puisse être placée sous leur direction, pour qu'ils puissent montrer qu'avec eux l'ordre régnerait.

Tout ceci permet de comprendre ce que serait leur politique s'ils étaient au gouvernement, s'ils avaient les moyens de réaliser leurs désirs. Tout ceci permet également de comprendre que lorsqu'ils mènent campagne contre Poniatowski, au nom des «libertés», ce n'est qu'une querelle de cliques bourgeoises. Ils cherchent à apparaître comme des défenseurs des libertés, à utiliser le mécontentement des travailleurs, à faire croire qu'avec eux la police serait «démocratique». On peut constater ce que serait cette «démocratie» aux couleurs de la police.

## Contre le plan Barre et le Programme commun !

*(Suite de la p. 1)*

Toujours au chapitre des menaces voilées il affirmait : «Il faut que l'autorité de l'Etat s'affirme sans contestes». Ce qui est une formule désignant la volonté du gouvernement de développer la répression contre les travailleurs en lutte.

De son côté, Mitterrand a essayé d'apparaître comme un défenseur des travailleurs mais il est clair que ce qu'il reproche au plan Barre ce n'est pas de s'en prendre aux conditions de vie des travailleurs, c'est d'être voué à l'échec. Lui se porte garant de réussir là ou Barre échouera, croyant pouvoir faire accepter des sacrifices aux travailleurs sous le couvert de son étiquette socialiste.

Autre intervenant : Royer. Il devait notamment faire état de son souhait de voir renforcer la sélection à l'université et donner en exemple l'Université de Moscou. Les capitalistes savent reconnaître les leurs.

Dans cette comédie, c'est à qui apparaîtra comme le plus «social», afin de piper des voix. Mais tous ont en commun l'essentiel : leur volonté de préserver l'existence du capitalisme.

# L'ESPRIT DE MUNICH

Ce que la télévision française appelle une «première» sur le plan journalistique s'est révélé comme une immense opération politique de la clique dirigeante soviétique, dirigée tant en direction des peuples d'Europe occidentale, que des peuples soviétiques et de l'Europe de l'Est dominée.

Plus de quatre cent millions de personnes avaient la possibilité de voir mardi durant trois quart d'heures Brejnev, interrogé par la télévision française. En fait, il apparait clairement que l'URSS a su utiliser à plein cette «initiative» inespérée ; et ce que l'on a présenté en France comme un exploit, pourrait bien être une des plus importantes occasions de propagande directe fournie aux révisionnistes soviétiques. L'émission prévue au départ pour la France, a été en fait diffusée en mondiovision.

C'est là un événement politique grave, dont il convient d'apprécier toute la signification.

Que Brejnev puisse s'expliquer paisiblement et longuement à la télévision pour déverser un flot de mensonges, tant sur le régime intérieur soviétique, que sur sa politique extérieure, vient de l'application de la conférence d'Helsinki telle que l'entendaient les chefs de file du Kremlin : endormir les peuples européens, mettre en avant une «détente» théorique tout en accélérant les préparatifs de guerre.

Ainsi le gouvernement français en organisant la mise en scène d'une telle opération fait la preuve d'un certain état d'esprit que l'on pouvait prévoir avec Helsinki, le renouveau de l'esprit de Munich. Cet esprit qui animait les gouvernements occidentaux vis-à-vis d'Hitler.

De leur côté, les marxistes-léninistes ont su tirer depuis longtemps les leçons de Munich : les concessions accélèrent la transformation de la menace de guerre en guerre effective.

Aujourd'hui Helsinki a remplacé Munich et les sociaux-impérialistes russes se sont substitués aux bellicistes nazis.

Nous dénonçons les illusions issues de la conférence d'Helsinki. Nous en dénonçons les manifestations concrètes comme des concessions à la superpuissance russe, la plus dangereuse aujourd'hui. Les concessions favorisent inévitablement le déclenchement d'une agression contre l'Europe. Elles sont diamétralement opposées aux intérêts de la classe ouvrière, des petits paysans et des masses populaires.

Il faut dénoncer la signification de cette mascarade télévisée, et renforcer notre vigilance face à l'inéluctabilité d'une troisième guerre mondiale, dont l'un des premiers théâtres de manœuvre sera l'Europe.

### BREJNEV A TF I

*Suite de la p. 1.*

Elle ne peut être autre chose qu'une duperie destinée à endormir la lutte des peuples européens contre les véritables fauteurs de guerre d'aujourd'hui : les deux superpuissances, et tout particulièrement l'Union soviétique.

La «détente» mise en avant et propagée par l'URSS est une arme idéologique destinée à troubler les esprits dans le but de gagner du temps pour avancer dans les préparatifs de guerre.

L'esprit d'Helsinki n'est autre chose qu'une nouvelle forme de l'esprit de Munich. La présence de Brejnev sur les écrans de télévision dans notre pays doit aiguiser notre vigilance.

# Chirac, le rassembleur des fascistes

Dimanche, à Egletons, Chirac s'exclamait à l'adresse de l'UDR : «Il sera un peu pénible, un peu déroutant d'accueillir des nouveaux venus, parfois d'anciens adversaires, mais le bien de la France est à ce prix».

Pour comprendre le sens de cette phrase, il suffisait de remarquer parmi la brochette d'individus se tenant aux côtés de Chirac, la présence du dénommé Charles Spinasse, maire d'Egletons. Celui-ci, dont Chirac avait choisi la commune pour faire sa «rentrée politique», devait vanter les mérites de l'ex-premier ministre. Mais direz-vous : qui est donc ce Spinasse ?

Ce monsieur se fit autrefois sa réputation en tant que ministre de l'Economie nationale du gouvernement socialiste de Léon Blum en 1936.

Mais c'est quelques années plus tard que l'on entendit surtout parler de lui. Le 6 juillet 1940, à Vichy, cet individu, apportant son appui au sinistre Laval appelait à remettre les pleins pouvoirs au vieux traître Pétain en ces termes : «Le Parlement va se charger des fautes communes. Ce crucifiement est nécessaire pour éviter que le pays ne sombre dans la violence et l'anarchie. Notre devoir est de permettre au gouvernement de faire une révolution sans que coule le sang. Si l'autorité du maréchal Pétain rend possible cette tâche, alors le don qu'il nous a fait de sa personne n'aura pas été vain. Que notre décision soit sans retour : elle engage définitivement la France. Nous devons aussi rompre sans esprit de retour avec le passé. Celui-ci était plein d'illusions et si les horizons du monde ont paru s'en approcher, ce n'était qu'un mirage. Nous avons cru à la liberté individuelle, à l'indépendance de l'homme. Ce n'était qu'une anticipation sur un avenir qui n'était pas à notre portée. Une nouvelle foi doit naître sur des valeurs nouvelles...»

Ces «valeurs nouvelles», cette «nouvelle foi» dont Spinasse appelait le triomphe et qu'il défendait depuis quelques temps n'étaient autres que le fascisme, le nazisme.

Dans une brochure intitulée : «Non, le nazisme n'est pas le socialisme» et publiée clandestinement en avril 1941, Gabriel Péri tournait ainsi en dérision ceux qui, en France, répandaient la démagogie nazie visant à faire passer le fascisme pour le socialisme : «Le nazisme, c'est le socialisme, ou tout au moins c'est une forme de socialisme. Un "socialisme authentique" comme écrit ce "penseur subtil" qu'est Gabriel Lafaye*. Aussi bien Laval, Déat, Spinasse et Doriot s'en portent-ils garants. Et quiconque ne voit pas dans le nazisme l'éclosion magnifique du socialisme, celui-là est un vulgaire conservateur».

Quelques mois plus tard, Gabriel Péri qui clouait ainsi au pilori le fasciste Spinasse, était fusillé par les nazis, le 15 décembre.

Fidèle de Laval et ayant ses entrées chez les occupants, Spinasse intervint auprès d'Abetz, l'ambassadeur nazi, pour que Laval retrouve son poste de chef du gouvernement après son limogeage par Pétain.

Vous savez maintenant qui est Spinasse : un kollabo des nazis.

Du coup, on comprend l'objectif recherché par Chirac : rassembler au sein du mouvement qu'il veut construire les fasciste d'hier et ceux d'aujourd'hui.

Ces derniers viennent d'ailleurs de lui apporter leur appui. Le PFN a fait part de sa «satisfaction», tandis que le Front national se déclare prêt au dialogue avec Chirac.

* *Député socialiste de la Gironde.*

**Foyers sonacotra**

# soutenez financièrement les grévistes

**Après la cessation de la grève dans un certain nombre de foyers pendant la période des vacances à la suite de manœuvres de division, de menaces et de corruptions diverses auprès de quelques délégués beaucoup ont cru en avoir terminé avec la lutte des ouvriers immigrés de la SONACOTRA. La détermination de milliers de travailleurs et de leur comité de coordination en a décidé autrement, non seulement la grève des loyers se poursuit mais elle se consolide et se développe pour le retour des délégués expulsés, la baisse des loyers et les libertés démocratiques dans les foyers.**

**Alors tous les ennemis de la grève se déchaînent à nouveau.**

En premier lieu, la direction de la SONACOTRA Il y a quelques jours dans trois foyers de la région parisienne, comme par hasard, parmi les plus déterminés à poursuivre la lutte et les plus actifs dans le déclenchement de la grève, la direction de la SONACOTRA a envoyé 180 lettres : 80 à Romain Rolland (St-Denis), 50 à Pierrefitte et 50 à Montreuil. Dans ces lettres, les patrons rapaces réclament un arriéré de loyers dont le montant s'élève de 1 600 à 1 800 F de la manière la plus arbitraire qui soit. Le prix à la journée qui est indiqué dans ces lettres est même supérieur à celui qui était fixé lors de la dernière augmentation de loyer ! Cette réclamation est accompagnée de menaces de poursuites judiciaires, voire de saisie-arrêt sur le salaire des destinataires. Les travailleurs concernés se sont rendus en masse à une convocation des juges, en présence de leur avocat, et le juge affolé a refusé d'écouter les travailleurs présents, préférant n'avoir affaire qu'au seul avocat. La justice bourgeoise obéit rapidement aux injonctions des patrons alors qu'elle n'a toujours pas donné suite à la plainte déposée depuis avril par des travailleurs des foyers contre la SONACOTRA pour loyers illicites et illégaux ! Quant au conseil d'Etat, devant lequel un recours a été fait pour exiger l'annulation des mesures d'expulsion prises contre 18 délégués en avril, il n'a tou jours donné aucune suite ni entendu les intéressés. Par contre 4 mois apres les faits sont arrivés des lettres de témoignage dénonçant les prétendus motifs d'expulsion ! Ces lettres sont signées par quelques directeurs de foyers et révèlent les pratiques policières et de marchandage employées de longue date par la SONACOTRA dans les foyers.

La police, quant à elle, poursuit ses filatures et intimidations à l'égard des grévistes. Il y a quinze jours les inspecteurs en civil auteurs des arrestations à St-Denis sont reapparus discrètement au foyer Romain Rolland pour s'entretenir avec le directeur du foyer et deux de ses sbires. Tous ces faits témoignent de nouvelles mesures qui risquent d'être prises contre les travailleurs et justifient la vigilance et le renforcement du soutien pour y faire face.

Les dirigeants du PCF et de la CGT ne sont pas en reste. Croyant la grève enfin brisée en août, ils se sont activés comme de beaux diables pour apparaitre comme des défenseurs des immigrés. Des avocats de la CGT se sont rendus en Algérie pour essayer, en collusion avec l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens), d'extorquer aux ALgériens expulsés en avril une signature confiant à la CGT la défense de leur dossier devant le conseil d'État !

Leur manœuvre a échoué grâce à la vigilance des expulsés et du comité de coordination. Mais ces ennemis particulièrement sournois, briseurs de grève et collabos de la police d'un côté et défenseurs hypocrites des expulsés d'autre part, n'en resteront probablement pas là non plus. Il y a quelque temps, un provocateur du PCF tentait de susciter une bagarre au foyer de Montreuil.

La seule force indestructible capable de faire face à ce regain d'attaques contre les ouvriers immigrés, c'est l'unité des grévistes et l'élargissement du soutien dans les masses populaires de France. Il faut prendre en main cette tâche avec rapidité notamment dans le cadre de la souscription pour le meeting du 23 octobre et des pétitions aupres du conseil d'État.

# A L'ACTION CONTRE LA REPRESSION !

*« Un accord vient d'être conclu entre le ministère de l'Intérieur et le patronat. Il prévoit qu'en cas d'occupation d'usine par les grévistes et après décision de la justice — les forces de l'ordre interviendront sans attendre pour procéder à l'évacuation des locaux occupés. »*

**C'est ce que vient d'annoncer dans son numéro 211 du 4 octobre 1976 l'hebdomadaire bourgeois «Le point» (p. 59). Par le biais de cet «accord» ce que visent nos exploiteurs c'est de supprimer les éventuels retards occasionnés par le dédale de l'administration. Il s'agit comme le dit lui-même «Le point» de permettre une intervention encore plus rapide des flics dès qu'un patron en difficulté appelle au secours.**

**Ce genre de perfectionnements apportés dans le fonctionnement des forces répressives bourgeoises confirme à souhait la volonté mal cachée de la bourgeoisie et de son gouvernement de faire donner systématiquement leurs bandes armées contre la classe ouvrière et les masses populaires dès que s'engagent de nouvelles luttes. Aussi, camarades, la lutte contre la répression doit-elle être l'un des axes sur lesquels nous nous battrons dans les usines et les quartiers aujourd'hui 7 octobre.**

**La lutte contre la répression est *inséparable* de la lutte contre les licenciements, pour l'augmentation de nos salaires, et de toutes les autres luttes que nous pouvons engager. La bourgeoisie, en effet, ne nous laisse pas le choix. Aussi importe-t-il, lorsque nous nous engageons dans la lutte, de se préparer à affronter, sur de justes positions de classe, la répression bourgeoise. A nous donc de nous unir et de reprendre le juste mot d'ordre des ouvriers des Câbles de Lyon: «La répression, nous l'écraserons !»**

## UN EDUCATEUR EST LICENCIE DANS L'ORNE

L'Institut médico-pédagogique de La Chapelle-Montligeon, dans l'Orne, est un centre qui emploie des travailleurs sociaux. Un éducateur vient d'y être licencié. La raison invoquée, sur plainte d'une seule famille, pour «justifier» ce licenciement est d'avoir eu un «geste équivoque» devant une élève !

En fait, c'est un coup monté, la réalité est que cet éducateur est actif dans sa section syndicale CFDT.

Le 2 octobre, il a été interrogé toute la journée par la gendarmerie de Mortagne. Il a eu droit à toutes sortes d'injures et les flics lui ont tiré les cheveux, etc.

La semaine précédente, une réunion départementale CFDT, secteur santé avait eu lieu, mais le cas du licenciement n'étant pas prévu au programme de la réunion, il a seulement été invoqué un quart d'heure.. Jusqu'ici seul un tract a été distribué aux IMP de la région.

Il est absolument nécessaire que les travailleurs sociaux de la région, et tous les travailleurs se mobilisent pour riposter contre le licenciement et la répression, c'est contre cela qu'il faut se battre le 7 octobre. Non à la ligne bourgeoise qui défend le programme commun et veut conduire les travailleurs sur une fausse route.

Correspondant HR.

**Schwinn (Hénin-Beaumont)**

# Etre délégué du personnel pour quoi faire ?

A l'entreprise Schwinn de Hénin-Beaumont dans le Nord, les dirigeants de la CGT veulent empêcher qu'un militant CGT présente sa candidature. Ce n'est évidemment pas la première fois qu'une telle situation se produit, dans bien d'autres usines ils ont voulu empêcher que des militants combatifs soient présentés (à Kodak Vincennes, Alsthom St-Ouen...). En général ils cherchent à cacher aux ouvriers que la raison fondamentale de leur refus est politique. Aussi cherchent-ils à fournir des faux prétextes.

A la Schwinn, le militant CGT en cause a fait une lettre ouverte aux délégués, aux syndiqués, aux ouvriers de l'usine. Il explique comment devraient être choisis les délégués dans un syndicat qui se dit démocratique :

**« A mon avis donc, les délégués du personnel doivent être choisis par le personnel lui-même car les ouvriers seuls sont les plus capables de reconnaitre qui parmi eux peut défendre leurs intérêts face au patron.**

**»A cela on pourra répondre : mais les ouvriers peuvent choisir parmi leurs délégués puisqu'ils vont les «élire» et qu'ils ont même le droit de barrer des noms.**

**»Cet argument ne tient pas parce que ce vote est organisé par les patrons et qu'il est important de faire bloc face à eux en toute circonstance et en particulier à l'occasion de la désignation de nos propres représentants.**

**»Pour élaborer une liste de délégués... il faut tenir compte de l'avis des ouvriers à tous moments. La constitution de cette liste doit être l'objet de discussions organisées par le syndicat avant le vote.»**

Il explique que les délégués actuels sont l'objet de critiques de la part des travailleurs : «Les délégués sont des incapables», «Les délégués profitent de leurs heures de délégation on se demande pour quoi faire...» Il répond qu'en fait tout dépend de l'orientation qu'ils donnent à leur travail, dans le cas présent le gros de leurs activités consiste à gérer le comité d'entreprise et la collecte des timbres syndicaux

A propos des luttes menées pour des augmentations de salaire et contre les classifications, les délégués ont demandé des augmentations en pourcentage — qui rapportent 4 fois plus à un chef d'atelier qu'à un OS — sous prétexte que les patrons n'acceptent pas d'autres augmentations.

Le fond de «l'argumentation» de ces prétendus délégués c'est que «les ouvriers s'en foutent» ! Ce mépris des masses est typique de l'idéologie bourgeoise répandue par le révisionnisme.

La lettre ouverte indique que : **«Et même si c'était vrai, il est regrettable que les représentants des ouvriers en viennent à de telles idées : si la conscience de classe des ouvriers est si peu développée, qu'ils s'en prennent d'abord à eux-mêmes qui n'ont pas su, face aux manœuvres de division du patron, rendre les ouvriers solidaires les uns des autres.**

**Il faut croire que ce ne sont pas les ouvriers qui capitulent mais nos propres délégués quand ils disent encore :**

**— «Il y a une mentalité «Schwinn» : une mentalité ça se transforme. Ce sont les conditions de travail et de vie qui font la mentalité. Changeons nos conditions de vie, notre mentalité changera. Les camarades se foutent du syndicat : c'est que tout est fait pour que la seule perspective qu'ils aient devant leur nez est d'écraser le voisin... et surtout parce que le syndicat les laisse seuls face à l'exploitation forcenée du capital.**

**— «La main-d'œuvre est «instable, donc on ne peut «pas lutter» : la main-d'œuvre est instable ? Mais alors pourquoi un délégué a-t-il répondu à un ouvrier qui venait se plaindre de ses mauvaises conditions de travail que s'il n'était pas heureux, il pouvait prendre son compte...**

**Nous devons discuter de tout cela.**

**En bref, la ligne que suit notre section syndicale actuellement est faite de négociations sans lutte, de décisions prises sans consultation de la base. Elle conduit nos délégués à capituler devant les «problèmes de l'usine» et c'est bien une question de ligne et non d'incapacité.»**

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !**

**Sidérurgie**

# Les menaces de chômage se précisent

Comme nous l'avons déjà évoqué la semaine dernière le secteur sidérurgique français et européen est un proie à une concurrence de grande ampleur avec les monopoles de l'acier japonais.

L'invasion de l'acier japonais provoque la mévente de l'acier européen. C'est pourquoi les cartels de l'acier dominés en particulier par l'Allemagne fédérale et la France viennent de faire pression au niveau du «Club européen des sidérurgistes» (dont le président est Thyssen, patron sidérurgiste allemand) pour que soit décidée la mise en place d'un système de protection du marché de la CEE. Thyssen dans un télégramme à la CECA devait faire part de *«la nouvelle agravation de la situation du marché de l'acier»*, et de son inquiétude *«sur l'emploi et les résultats financiers de leurs entreprises»*.

Mettre sur le même plan les profits et «l'inquiétude sur l'emploi» telle est la marque de l'hypocrisie des monopoles. Car, on le sait depuis quelque temps déjà, les groupes financiers qui ont la mainmise sur l'acier ont décidé des licenciements massifs, justement pour préserver leurs profits. En France, le groupe lorrain Sacilor a déjà annoncé des mesures de chômage partiel importantes pour les prochains mois.

Le chômage trouve sa source dans le capitalisme. La lutte immédiate contre le chômage est donc intimement liée à la lutte politique pour la destruction de ce régime.

**Savoie**

# REVELATIONS D'UN TRAVAILLEUR DU TUNNEL DU FREJUS

Le tunnel du Fréjus est le pendant du tunnel du Mont-Blanc. Il reliera la France à l'Italie, sur une longueur prévue de 12,400 km, avec 2 puits d'aération.

Ce sera le premier débouché économique européen, dans le cadre du Marché commun, doublant ainsi la ligne ferroviaire Paris-Rome. C'est la liaison assurée Rotterdam-Londres-Brindisi et Istanbul. C'est en plus une fenêtre de la région industrielle Rhône-Alpes (Lyon, St-Etienne, Grenoble, Genève) vers la région Milan-Turin. Ce tunnel est donc d'un grand intérêt économique pour les capitalistes. La vallée de la Maurienne deviendra, elle, un simple couloir de passage. Le seul espoir qu'elle avait de vivre du tunnel, c'était de travailler à sa perforation.

## LES CONDITIONS DE TRAVAIL

370 ouvriers étaient employés jusqu'au 23 juin, soit à la perforation du tunnel, soit à celle du puits d'aération de 700 m de hauteur.

La Société française du tunnel du Fréjus (SFRTF) a pour président Dumas, maire de Chambéry, et pour commissaire du gouvernement le préfet de la région. Les actionnaires sont, à 64 %, les cinq communes les plus proches, plus les départements de la région Rhône-Alpes.

L'entreprise A. Borie avait soumissionné et devait terminer cet ouvrage d'art. Après une première tranche de travaux de 2 km, elle a réclamé un réajustement du devis, procédé qu'elle avait l'habitude d'employer en bonne société capitaliste. Ce genre de choses lui avait réussi jusqu'à maintenant, mais ce ne devait plus être le cas au tunnel du Fréjus.

L'entreprise Borie a voulu profiter des justes exigences en matière de sécurité des mineurs du tunnel, pour renforcer ses prétentions financières. Aux querelles économiques, se sont ajoutées une incompatibilité de personnes entre Borie et la Setec (maitre d'œuvre) et des différences de méthodes de soutènement prônées par chacun : tout cela a produit le «licenciement» pur et simple de l'entreprise Borie, le 23 juillet, celle-ci devait avoir quitté les lieux le mardi 27 à 24 heures, ce qui fut fait.

Evidemment, dans toutes ces démarches, il n'y a eu *aucun souci* des 370 salariés dont 307 devaient s'inscrire à l'agence pour l'emploi pour toucher le chômage à 90 % (fin de chantier), soit en fait une moyenne de 1 520 F par mois ! L'intersyndicale, la commission juridique CFDT et l'inspecteur du travail étaient favorables à l'application d'un article du code du travail (art. 112 du livre 1) qui veut que «corps et biens de l'entreprise «licenciée» passent à l'entreprise qui reprend les travaux». Le directeur de la main-d'œuvre de Chambéry, le secrétariat du préfet, l'Assedic ont préféré la solution chômage à 90 %. C'était la plus facile pour eux, et la plus injuste pour tous les travailleurs et surtout pour les émigrés italiens venus travailler dans notre vallée.

Tout ceci s'est passé en juillet et août, comme tous les mauvais coups, alors que nous savons maintenant que la véritable décision ayant trait au seul souci financier des actionnaires et du président Dumas était prise le 23 avril précédent ! Toutes les revendications des ouvriers concernant leurs rémunérations, leurs conditions d'hygiène en galerie (ventilation défectueuse habituellement, cantine insatisfaisante) ainsi que les exigences de sécurité de voûte n'ont pas été entendues ni par Borie ni par la Setec ni surtout par la SFTRF. Et pourtant le tribunal administratif de Grenoble dans sa décision du 8 juillet devait donner raison aux travailleurs qui demandaient la pose de 15 cintres à l'avancement, mais ce sont toujours les travailleurs qui font les frais des intérêts financiers des capitalistes.

Le nouveau groupement d'entreprise SGE-Fougerolles, etc. devait trier le personnel à la réembauche, et retarder le plus possible l'entrée sur le chantier des anciens délégués du personnel, exclure pratiquement la réembauche d'ouvriers d'origine italienne venus en France travailler au tunnel.

Ce tri et ces choix étaient dictés par la Setec et M. Dumas, pour des raisons qui devaient les servir.

Il n'y a pas eu de percement depuis le 3 juin dernier. La première volée (premier tir) aura lieu le 15 octobre (4 mois de retard sur le temps prévu). Qui paiera cette note, et qui regagnera le temps perdu ? Et pour le prestige de qui ce changement d'entreprise a-t-a-t-il été voulu ? et sur le dos de QUI surtout ?

Les travailleurs, une fois de plus, sont les seuls à faire les frais de ce conflit entre entreprises, puissances d'argent et divers profits personnels. Qui a pensé à leur pain, à leur travail, à leur emploi, déjà rare dans cette vallée ?

Voilà un des aspects vécus du capitalisme d'aujourd'hui. Pour les travailleurs, ils ont mieux compris la force de leur ennemi véritable, et ont décidé de bâtir une riposte en connaissance de cause.

Un travailleur
du tunnel de Fréjus.

# Incendies suspects dans des hotels de travailleurs immigrés

Un hôtel dans lequel vivaient de nombreux travailleurs immigrés vient d'être la proie des flammes le 1er octobre en plein centre de Paris. Le feu a pris à 23 h dans la cage d'escalier du 36 rue Blondel. Il a fallu attendre 23 h 30 pour que les pompiers commencent à évacuer les locataires de l'immeuble en feu, en majorité des Turcs et des Yougoslaves. Deux locataires sont mortes asphyxiées après avoir tenté de s'enfuir par la cage d'escalier.

Ce n'est que le plus récent d'une série d'incendies suspects qui ont éclaté depuis le début de l'été dans des hôtels de travailleurs immigrés.

Le 29 juillet, l'incendie d'un hôtel de travailleurs immigrés, rue des Petites-Écuries dans le 10e arrondissement a causé la mort de cinq d'entre eux et en a blessé quatorze autres. Le 1er août, rue Pajol dans le 18e arrondissement au No 44 un travailleur s'est tué en sautant par la fenêtre pour échapper à un incendie suspect ayant pris naissance dans l'hôtel. Le 11 août 13 travailleurs pour la plupart immigrés, ont été tués par une explosion à l'hôtel d'Amérique situé au 6 rue Rochechouart dans le 9e arrondissement.

Enfin, 3 personnes ont été mortellement brûlées et 4 autres blessées au cours de l'incendie de l'hôtel de travailleurs immigrés situé au 25 rue Tiphaine à Paris dans le XVe. Une information contre X a été ouverte à la suite de la découverte sur une canalisation de gaz d'une fente longitudinale qui pourrait avoir été pratiquée volontairement ; le gérant a par ailleurs, cette fois-là, trouvé sur place des outils n'appartenant pas aux locataires de l'immeuble.

Aucune des enquêtes ouvertes après ces incendies d'origine suspecte ou parfois ouvertement criminelle n'a abouti jusqu'à présent.

## UNE COINCIDENCE TROUBLANTE

Cette recrudescence d'incendies dans des hôtels de travailleurs immigrés a coïncidé en effet avec la relance «très officielle» en juillet d'une campagne raciste. Poniatowski en annonçant la présence d'équipes spéciales de police dans le métro n'a-t-il pas rendu les immigrés principaux responsables de «l'insécurité» déclarant : «les Étrangers qui auront commis des agressions seront immédiatement expulsés», puis sur les antennes d'Europe No 1 : «Je ne fais qu'appliquer la loi ; je l'ai remise en vigueur il y a deux ans pour tous les étrangers sortant de prison, et le nombre d'expulsions a été multiplié par 3 depuis 1974». Il est vrai que le nombre d'expulsions a considérablement augmenté, mais ce n'est nullement pour combattre le vol et le banditisme qui ne sont d'ailleurs pas plus répandus chez les travailleurs immigrés que chez les Français. La bourgeoisie aura du mal à cacher qu'elle essaie en fait de se débarrasser de travailleurs qui, bien qu'étrangers, se battent avec courage aux côtés de leurs frères de classe français.

## POLITIQUE D'ISOLEMENT DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Pour affaiblir la classe ouvrière en la divisant et isoler les travailleurs immigrés, le pouvoir ne se borne pas à encourager le racisme. Il a conçu un vaste plan d'isolement des immigrés visant à les parquer et à les encaserner dans des «foyers d'accueil» type Sonacotra, à l'écart des Français. Ils y sont entassés dans des conditions qui rendent toute vie personnelle impossible et soumis à un règlement intérieur draconien bannissant toute liberté d'expression et de réunion. Nombreux sont les travailleurs immigrés qui refusent d'être ainsi parqués et préfèrent encore rester dans des hôtels meublés.

Non pas que ce soit le Pérou ! Les conditions d'hygiène y sont souvent déplorables et le gérant force souvent les locataires à payer des tarifs supérieurs aux prix «légaux». Mais les travailleurs qui s'y trouvent fréquemment depuis plusieurs années et viennent de villages voisins, se connaissent entre eux et arrivent aussi à développer malgré le racisme des liens avec les habitants du quartier environnant.

Ces facteurs d'unité populaire sont l'une des raisons, outre la spéculation portant sur les opérations de rénovation, qui poussent la bourgeoisie à liquider les hôtels meublés plutôt que de faire en sorte qu'ils soient rendus habitables pour leurslocataires actuels. Aussi ne peut-on manquer de se poser des questions quand on voit se multiplier les incendies suspects dans de tels hôtels meublés. Est-ce que cela ne tombe pas bien pour la bourgeoisie en lui permettant de dire : «Vous voyez bien que ces locaux vétustes sont dangereux et qu'il faut loger les immigrés dans les foyers tout neufs que notre politique sociale a prévu à cet effet !».


**La Faucille**

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Le deuxième numéro de septembre vient de paraître sur quatre pages grand format.

Dans ce numéro, une place importante est consacrée à l'œuvre révolutionnaire du président Mao Tsé-toung, notamment sur la question paysanne.

Une place importante est également consacrée à la campagne engagée par les marxistes-léninistes contre les conséquences de la sécheresse et pour le soutien aux ouvriers agricoles et aux petits paysans.

Le prix du numéro : 2 F.

Passez vos commandes dès maintenant à l'adresse de l'Humanité rouge.

## Note de l'administration de la Faucille

**L'intensification des contradictions de classe, le développement des luttes sur l'ensemble des fronts et la confiance croissante accordée par les travailleurs aux communistes marxistes-léninistes du fait de leur analyse et de leur pratique de lutte se traduisent notamment par un développement des publications marxistes-léninistes comme la Faucille.**

**Ces conditions nouvelles ont considérablement accru le travail de l'administration. Aussi il a été décidé que l'administration de la Faucille serait détachée de l'ensemble de l'administration afin de faciliter techniquement l'essor de cette publication tout en déchargeant l'administration centrale d'une tâche chaque jour croissante.**

**Pour l'instant toute correspondance, versement... sont encore à effectuer à l'adresse habituelle. Au moment venu, toutes les précisions complémentaires seront transmises par le journal.**

**Mais afin de faciliter le travail de la nouvelle administration nous demandons à nos lecteurs :**

**—1) De distinguer (au moyen de feuilles séparées) ce qui concerne la Faucille du reste des publications.**

**—2) De nous signaler toutes les erreurs dans les livraisons, adresses incomplètes, variation du nombre des abonnements qui auraient pû ne pas être pris en compte, retards dans les acheminements...**

**Pollution**

# DE L'AMIANTE DANS LE VIN

Un nouveau dossier sur la pollution alimentaire vient d'être rendu public par l'UFC (Union fédérale des consommateurs) : il s'agit de la présence de l'amiante dans le vin.

L'amiante est un métal dont les propriétés de résistance à la chaleur sont connues et efficaces. Seulement l'amiante est moins connu pour être utilisé dans le filtrage, notamment dans le filtrage du vin. Or, l'amiante est dangereux si des précautions ne sont pas prises dans son utilisation au contact de l'organisme humain. Il a en effet été démontré le rôle de ce métal dans le déclenchement de différents cancers chez l'homme.

L'amiante dans l'industrie du vin sert à filtrer le vin. Pourquoi ce filtrage ? Le vin est une boisson vivante qui est obtenue à partir du jus de raisin. Normalement, le vin «dépose». Ce dépôt est le résultat de cette transformation du jus de raisin en vin. En réalité ce dépôt est le garant de la bonne qualité du vin.

Le filtrage du vin par les monopoles du commerce du vin correspond à deux objectifs :

Le premier est de camoufler le trafic des vins, c'est-à-dire les campagnes frauduleuses entre différents vins de mauvaise qualité.

Ensuite, d'éviter le stockage où le vin dépose de lui-même, et donc d'accélérer la circulation des marchandises pour accroitre les profits.

L'utilisation du filtrage du vin par l'amiante ne provient pas d'un souci de meilleure qualité du produit, mais de la politique du profit maximum. Cela au détriment de la santé des travailleurs de notre pays.

L'UFC devait déclarer : *«Deux raisons nous ont conduit à entreprendre cette recherche complémentaire. Pour filtrer le vin, la quasi-totalité des fabricants français utilisent un système de filtration à l'amiante interdit aux Etats-Unis. D'autre part, les dangers de l'amiante sont tels qu'il était indispensable de prévenir le moindre risque de traces éventuelles.»*

*«Ces effets redoutables des fibres d'amiante s'expliquent aisément par leur nature physique, leur facilité de se fixer et de pénétrer dans les tissus»*, souligne l'UFC qui constate d'autre part que *«la France et Israël sont parmi les derniers pays au monde à n'avoir pas interdit le flocage à l'amiante dans le bâtiment.»*

La conclusion de l'UFC est de demander l'interdiction immédiate de l'amiante dans l'usage des filtres.

**Médecine**

# Trafics financiers à Toulouse sur les accidents du travail ou la «morale» médicale bafouée

Il était une fois dans la «ville rose» (Toulouse) des travailleurs victimes d'accidents du travail. L'État, dans sa «bonté» versait aux accidentés une allocation en fonction du préjudice subi. (Taux d'incapacité permanente).

Ce taux d'I.P. était lui-même fixé, après maintes palabres entre médecin traitant et experts de la Sécurité sociale (c'est l'expertise.

Mais voilà... que certains «toubibs» trop bien «intéressés» à tout, sauf à défendre (gratuitement) l'accidenté auprès de la Sécurité sociale, ont mis leur imagination au pouvoir !

Et comment donc ?

En dirigeant «leur client» vers un «confrère spécialiste» de la défense des accidentés du travail. Ce dernier n'a plus qu'à amener son client, manœuvrer en coulisses avec «messieurs les experts» de la SS et encaisser ! (100 F la consultation spécialisée).

Quant au travailleur ignorant du réseau dressé contre lui, de ses droits et des manœuvres de coulisses, isolé et handicapé, quoi de plus facile de l'escroquer ?

Voilà donc l'ouvrier triplement victime : de l'accident du travail, du «spécialiste» de sa «défense», et de la SS qui lui alloue à tout coup une pension de misère !

Quant au «réseau médical» ainsi tramé, gageons qu'il sait bien soigner sa santé... financière.

**Pour la correspondance avec le journal téléphonez au : 607-23-75**

# *Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tsé-toung*

## La question paysanne

Le président Mao a consacré plusieurs écrits à ce sujet. L'un des plus importants est sans conteste le «Rapport sur l'enquête menée dans le Hounan à propos du mouvement paysan» écrit en mars 1927.

L'opinion qui prévalait alors dans le PCC en ce qui concerne la voie de la révolution chinoise était qu'il fallait concentrer les efforts sur les villes où se trouvait la classe ouvrière. Tchen Tou-sieou, chef de file du courant opportuniste de droite qui était aussi le dirigeant du parti, n'osait pas soutenir la lutte révolutionnaire de la paysannerie, effrayé par le courant réactionnaire au sein du Kuomingtang avec lequel il avait établi une tactique de front uni sans préserver l'autonomie du parti communiste. Cette politique qui isolait la classe ouvrière de son principal allié devait permettre au Kuomingtang de noyer dans un bain de sang l'insurrection de Shanghai.

En janvier 1927, Mao se rend dans sa province natale du Hounan et y enquête pendant un mois sur le mouvement paysan. Beaucoup, y compris parmi ceux qui se disent révolutionnaires, le considèrent comme un chaos désordonné et négatif. Mao Tsé-toung montre qu'il s'agit au contraire d'un mouvement révolutionnaire qui accomplit les tâches de la révolution nationale et démocratique en luttant pour renverser les forces féodales dominantes. Il souligne également que les paysans pauvres qui le font qualifier de «mouvement de va-nu-pied» jouent le rôle dirigeant dans les unions paysannes. Ceux qui critiquent les «excès» de ce mouvement et estiment que «ça va très mal» se rangent donc du côté des propriétaires fonciers, tandis que les révolutionnaires doivent considérer que «ça va très bien» et prendre parti pour le mouvement.

Sur la base de cette enquête Mao Tsé-toung met en lumière l'importance du mouvement paysan dans la révolution chinoise et le rôle des paysans pauvres : «la force principale dans ce combat dur et obstiné qui se poursuit à la campagne, a toujours été constituée par les paysans pauvres». A la réunion du CC du 7 août 1927 il en convaincra la majorité qui écartera Tchen Tou-sieou de la direction du parti, et la ligne politique désormais appliquée consistera à armer les ouvriers et les paysans, à entreprendre la révolution agraire, à se battre contre les propriétaires fonciers et l'impérialisme.

Cette œuvre du président Mao constitue un apport inestimable non seulement pour la révolution chinoise mais aussi pour toute révolution des pays du tiers monde étant donné le poids qu'y représente la paysannerie. Elle apporte aussi un enseignement précieux valable aussi bien pour les pays capitalistes en mettant en relief le rôle de force révolutionnaire que doit jouer la paysannerie pauvre, alliée principale et indispensable du prolétariat.

Dans «Préface et postface aux enquêtes à la campagne» publiés en mars et avril 1941 (tome III des Œuvres choisies) Mao Tsé-toung souligne l'importance d'une telle enquête pour connaître la situation et pouvoir lier la théorie à la pratique et déclare «Sans enquête pas de droit à la parole». «Comment analyser les classes à la campagne» (octobre 1933), tome I des Œuvres choisies. En écrivant ce texte pour corriger les déviations apparues dans la réforme agraire Mao Tsé-toung développe l'analyse de classe de la paysannerie qu'il avait déjà présentée dans «Analyse des classes de la société chinoise» écrite en mars 1926. Les critères définis dans ce texte serviront par la suite à déterminer l'appartenance de classe à la campagne.

Pour vous procurer «Rapport sur l'enquête menée dans le Hounan à propos du mouvement paysan», écrivez aux Éditions du Centenaire :

à Paris : 24, rue Philippe de Girard 10e
à Lyon : 33, rue René Leynaud — 1er

Tome I : 9,95 F broché, 15,60 F relié

**ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES**

## PÉKIN

| Heures de paris | Longueurs d'ondes |
|---|---|
| 19h30-20h30 | sur 45,7 et 42,5 m |
| 20h30-21h30 | sur 45,7 et 42,5 m |
| 21h30-22h30 | sur 45,7 et 42,5 m |
| 22h30-23h30 | sur 42,7, 42,4 et 45,9 m |

## TIRANA

| Heures de Paris | Longueurs d'ondes |
|---|---|
| 17h | sur 31 et 42 m |
| 22h | sur 31, 42 et 215 m |
| 23h30 | sur 31, 41 et 206 m |

REUNION PUBLIQUE
en hommage à Mao Tse-toung
samedi 9 octobre à 17 heures
salle du foyer laïc
place Carnot
Hénin-Beaumont

culturel

## Sport

# La Fédération internationale de football amateur dit non à la Chine populaire et oui à Israël

Malgré le courant favorable qui se développe de jour en jour en ce qui concerne la reconnaissance de la Chine populaire à tous les niveaux des instances internationales, il reste encore certaines organisations qui persistent à vouloir faire tourner la roue de l'Histoire à l'envers. La direction de la Fédération internationale du football amateur (FIFA) n'a pas compris ou ne veut pas comprendre qu'il n'y a pas deux Chines, mais une seule : la grande Chine socialiste et non l'île de Formose tenue sous le joug nationaliste par un gouvernement fantoche soutenu par l'impérialisme US et qui reçoit les sympathies de Brejnev.

Le football est devenu en Chine un sport répandu, il est normal que la Chine soit reconnue au niveau international : ce à quoi la FIFA, en définitive, se refuse. (Photo Chine-Nouvelle).

Ainsi Joe Havelange, président de la FIFA, vient de déclarer que *«La Chine populaire peut être réadmise à la Fédération internationale du football amateur à partir du 16 octobre prochain, mais sans que cela entraîne l'exclusion de la Chine nationaliste»*.

D'autre part, pour confirmer le caractère réactionnaire de la direction de la FIFA, le Comité exécutif de la FIFA a rejeté comme *«illégale»* l'exclusion d'Israël de la Confédération de football d'Asie. Par conséquent et compte-tenu des statuts de la FIFA, toute équipe qui refuserait de rencontrer la sélection israélienne, notamment durant les éliminatoires pour la coupe du monde, serait automatiquement battue par forfait.

Ces champions de la condamnation de *«l'introduction de la politique dans le sport»* ne manquent pas de culot. En voilà qui ont dû pousser de grands cris quand les Jeux Olympiques ont été si justement boycottés par les pays africains.

# A PROPOS DU FTPTIF

La tenue du 2e festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés en France (FTPTIF) est reculée de deux semaines. Il aura donc lieu du 31 octobre au 15 novembre (le 31 sera un grand rassemblement à la Mutualité).

## Rectificatif

A PROPOS DE LA FETE DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE DANS LA ZUP-SUD A RENNES

Les militants du Comité de lutte contre le chômage de la Zup-sud de Rennes tiennent à préciser que le jugement concernant le PCF exprimé dans le quatrième paragraphe de l'article (paru dans notre quotidien du 2 octobre NDLR) ne reflète pas l'opinion du comité dans son ensemble mais celle des marxistes-léninistes en son sein.

## Un début à tout

### *Une nouvelle de Dominique Pagelle*

«La maîtrise m'a battue»
«Quand ?»
«A quatre heures»
«Où ?»

Elle bredouilla un peu. «Je...j'étais dans le piquet». Michel se releva brutalement. Elle se mit à pleurer, entremêlant ses sanglots de soupirs de douleur. «Mais c'était pas possible... J'étais à travailler seule... Ce sont presque tous des amis... Je ne pouvais pas...»

Michel la secoua par les épaules et lui cria en plein visage : «Et nous alors ! Qu'est-ce qu'on est ?» Il vit qu'il lui faisait mal et il la lâcha. Il vit surtout qu'il lui faisait peur. C'était la première fois et il eut peur aussi. Il se raidit, criant à nouveau :

«En tout cas demain on ira chercher un certificat. Tu resteras ici.»

Les deux petits pleuraient très consciencieusement. La fille ne quittait pas sa mère des yeux. Jacqueline secoua violemment la tête et fit une grimace de douleur.

«Non... Arrête... Arrête... Mais tu ne comprends donc rien, espèce d'idiot !» Elle se retourna dans tous les sens puis s'élança vers la porte, s'y heurta, l'ouvrit et s'enfuit dans l'état où elle était arrivée. Aprés un instant lui aussi se précipita sur le palier. Tout en dégringolant les marches elle lui cria de la laisser tranquille. Comme un écho il entendit la voix de son fils dans son dos :

«Laisse la... Salaud.» Aussitôt le petit claqua la porte. En fouillant dans sa poche à la recherche de ses clefs il entendait ses enfants pleurer.

**UN NOUVEAU PÉRIODIQUE DE RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**

**La revue trimestrielle Commerce extérieur de Chine (comme sous son titre anglais China's Foreign Trade) est désormais disponible en français à compter du No 3-1976**

**Cette revue expose les principes de la politique de la Chine en matière de commerce extérieur et présente de nombreuses informations sur les réalisation scientifiques et techniques.**

**Abonnement 1 an : 14 F à adresser à E-100 : 24, rue Philippe de Girard - Paris - 75010.**

**Le No 3 est gratuit sur simple demande (joindre un timbre pour frais d'envoi).**

## Cinéma

# *«Les actes de Marusia»*

## Film de Miguel Littin

Le Chili, soutenu militairement par l'Angleterre, mène une guerre impérialiste contre le Pérou et la Bolivie, pour s'annexer le désert d'Atacama, riche en gisements de nitrate.

L'exploitation des gisements commence. Les puits d'exploitation sont volontairement lointains les uns des autres, pour étouffer les éventuelles révoltes des travailleurs livrés à l'exploitation la plus féroce.

Basé sur des témoignages authentiques, le film de Littin nous raconte la lutte du camp de mineurs de Marusia, en 1907, contre la répression de l'armée chilienne au service de la compagnie anglaise exploitant le nitrate.

L'action peut se résumer en ces termes : le contremaitre de la délégation anglaise est tué par un mineur, l'ensemble des mineurs riposte à la répression qui s'ensuit par une grève générale et chasse la petite troupe militaire de Marusia. Un régiment arrive, qui a pour ordre de réprimer cette grève. Une résistance armée des mineurs à l'aide de quelques fusils et de dynamite ne peut empêcher Marusia de tomber.

### UN DROLE DE MARXISME

Tout au long du film, Littin nous montre les «contradictions» qui existent entre les travailleurs.

Nous voyons ainsi s'affronter deux conceptions, celle du réformisme appelant à la négociation avec l'armée, l'autre étant celle de la lutte classe contre classe. Ce film pose aussi la question de l'organisation, de la mobilisation. Gian Maria Volonté nous est montré comme un sympathisant communiste. Mais il apparait plus comme un être au-dessus de tous les autres, que comme un travailleur qu'il est dans le film. Sa façon de «déambuler» dans le film le fait se mettre en marge de la classe ouvrière. Un procédé qui fait penser au livre «En un combat douteux» de Steinbeck, où l'on voit des communistes américains parachutés chez les cueilleurs de fruits, pour les forcer à faire grève, sans qu'il existe pour autant de liens entre ces «communistes au grand cœur» et les travailleurs journaliers.

Ainsi, même si Littin emploie un vocabulaire et un style marxisant, il est loin de montrer ce à quoi cela peut correspondre dans les faits, et d'en dégager des enseignements justes. On pourra noter également que la compréhension du film est rendue floue par de nombreux retours en arrière.

### LA FORCE DE L'IMAGE AU SERVICE DE LA NON-VIOLENCE

«Les actes de Marusia» a été baptisé par les bourgeois comme «la repression la plus brutale jamais filmée». Il est inutile de dire que les spectateurs sortent de la projection en étant écœurés et découragés et là est bien le résultat du film : provoquer un sentiment de découragement face à la marche inexorable de la répression. Ce sentiment étant utilisé pour faire entrer, en contrebande, dans la tête du spectateur la vision révisionniste de la violence révolutionnaire et de la violence contre-révolutionnaire.

Il faut bien voir en effet que ce récit aurait trés bien pu être fait dans un autre cadre que celui d'une lutte des mineurs chiliens au début du siècle. A condition de retrouver les 2 acteurs principaux, le peuple et une armée bourgeoise, et surtout à condition que le rapport de violence présenté dans ce film soit décrit de la même façon, c'est-à-dire que la violence juste du peuple y est forcément battue d'avance face à la violence contre-révolutionnaire puissante et organisée.

Voilà pourquoi le film nous montre l'image d'une troupe qui subit un premier échec et qui revient nombreuse, bien équipée et bien armée, face aux mineurs qui ne connaissent pas l'art de la guerre, qui sont mal armés et qui se défendent, entre autres, en envoyant une quinzaine de femmes s'allonger sur les rails du chemin de fer pour arrêter la locomotive qui amène les soldats. Ce film est une illustration de l'idéologie révisionniste sur la violence : il ne sert à rien pour le peuple de se révolter, prendre les armes ne peut que conduire à l'échec.

En définitive, le révisionnisme utilise un procédé classique d'intoxication. Il profite d'une juste émotion pour faire entrer dans la tête du spectateur une conception fausse de la violence, bien utile pour la bourgeoisie et en particulier pour les révisionnistes.

Malheureusement pour eux, l'histoire des luttes des peuples du monde est un cinglant démenti de leur conception de la violence.

Pas étonnant non plus que l'Humanité-Dimanche conseille *«un film qu'il faut voir en priorité»*.

l'Humanité Rouge

enquete

# Les petits paysans et les conséquences de la sécheresse

**Contribuer à édifier l'union entre ouvriers et petits paysans contre le capitalisme en France et tous ses défenseurs, tel est l'un des objctifs fondamentaux des marxistes-léninistes.**

**A l'occasion de la sécheresse, la bourgeoisie s'est lancée dans une nouvelle campagne visant à diviser les travailleurs des villes et des campagnes.**

**L'enquête sur les conséquences de la sécheresse vis-à-vis des petits paysans dans plusieurs départements a pour but de mettre en valeur l'unité d'intérêt entre la classe ouvrière, les masses populaires et la paysannerie travailleuse. Cette enquête est loin d'être globale, et toutes les contributions seront les bienvenues.**

## Orne (Suite)

Dans l'Orne notamment dans le bocage, le parti de Marchais n'a pas beaucoup d'écho. C'est le reflet d'une implantation extrémement faible, même dans les villes comme Flers.

Il y a eu ces derniers mois des actions à Flers de solidarité ouvriers-paysans. Ou bien il ne montrait pas le bout de son nez ou bien il s'opposait par l'intermédiaire de dirigeants locaux de la CGT.

Des gens mal informés ou mal intentionnés disent souvent que les petits paysans sont contre le PCF parce qu'ils sont réactionnaires.

Aujourd'hui, les petits éleveurs ne voient pas dans le PCF le «communisme», mais la bourgeoisie. C'est tout différent. Prenons l'exemple des coopératives laitières.

Ces coopératives sont pour beaucoup liées à l'Union laitière normande (l'ULN est un des plus grands trusts capitalistes du lait qui a la forme dite «coopérative»). Ce sont les directeurs de ces coopératives qui ont été les premiers à mettre en place le système des primes qui profite aux gros et ruine les petits, le système de péréquation été/hiver. Et beaucoup de ces directeurs de coopérative bien connus des petits paysans sont membre du PCF, tout comme Van Rumbeck, directeur de l'ULN.

C'est un fait très important pour les petits producteurs, parce que leur façon de voir la politique est liée directement à leur vie. Ils ne voient pas pourquoi ces gens là une fois au pouvoir «changeraient leur fusil d'épaule» et feraient une politique qui leur serait favorable, alors qu'aujourd'hui ce sont des exploiteurs comme les autres.

Un facteur positif sur le département c'est également l'avancée de l'unité ouvriers-petits paysans. Les petits éleveurs ont tout de suite réagi quand le gouvernement au début septembre avait annoncé son projet d'impôt sécheresse. Ils ont compris que c'était là une manière de calmer les revendications paysannes en divisant les travailleurs des villes et des campagnes et en assimilant les paysans les plus démunis à d'éternels «assistés».

Un exemple concret de cette unité a été donné la semaine dernière à St...les Forges. Là, les paysans, les ouvriers et le conseil municipal ont occupé la laiterie qui voulait utiliser la sécheresse comme prétexte pour licencier des ouvriers. La réalité, c'est que les patrons licenciaient depuis déjà deux ans et préparent la liquidation de l'usine dans le cadre des regroupements actuels de l'industrie laiière. Pour les petits producteurs de lait, la fermeture de l'usine, cela signifie quasi-obligatoirement la mise en place de tanks à lait entrainant des frais suppémentaires

Ici, les paysans et les ouvriers de la laiterie ont vu immédiatement que leurs intérêts étaient les mémes et ont occupé l'usine pour faire reculer le patron sur les licenciements. En défendant les ouvriers contre les licenciements, les paysans défendaient aussi leurs intérêts. Cette lutte est une bonne base pour l'unité ouvriers-petits paysans sur des objectifs plus larges.

### Les ouvriers agricoles

Au niveau du bocage, il u a deux catégories d'ouvriers agricoles. Il y a les auvriers spécialisés comme les vachers par exemple. Ceux-là ne sont pas trop menacés de licenciements à l'heure actuelle du fait que leurs patrons comme on l'a dit, ont su profiter de la sécheresse. Il y a en second, les manœuvres, c'est à dire ceux qui sont employés après l'ouvrier spécialisé sur la ferme d'un petit capitaliste et qui fait de tout. Ceux-là sont réellement menacés de licenciement parce que le patron s'il a quelque difficulté se remettra à travailler un peu. Ces ouvriers agricoles sont en général d'anciens petits paysans ruinés, qui ont même conservé un petit lopin de terre. Ceux qui n'on plus rien auront beaucoup de mal à trouver du travail dans la région et ils n'ont aucune qualification.

Quand il y a licenciement, il est extrémement difficile d'agir. Premièrement parce que les ouvriers sont isolés et que l'information arrive toujours après ; deuxièmement, parce que la majorité de ces ouvriers ne sont pas syndiqués.

Dans ce département, mais autant dire tout de suite que ce n'est pas un phénoméne local, les petits paysans ne veulent plus lutter pour des revendications comme l'augmentation de quelques centimes du prix du lait, car ils savent que cela sert avant tout les gros et à terme cela va contre leurs intérêts.

Aujourd'hui la situation est en train de changer. Beaucoup de petits paysans affirment leur opposition aux primes de quantité et de qualité, à la péréquation été/hiver qui sert les gros, à l'augmentation du prix du litre de lait pour tous.

## Finistère

Les premières manifestations de la sécheresse se sont fait sentir dés le mois de juin pour les producteurs de lait. Il n'a recommencé à pleuvoir qu'à la mi-septembre.

### Les petits producteurs de lait les plus touchés

Le manque d'aliment – l'herbe étant grillée – a agi sur la production laitiére, notamment pour les petits producteurs, les vaches ayant leur maximum de leur lactation en été. Sur toute cette période, c'est-à-dire sur quatre mois, on peut estimer la perte à prés de 800 litres par vache, ce qui équivaut à plus de 6 500 F actuels.

La récolte de fourrage a été le tiers de la normale. Dans le département, étant donné le climat propice en temps normal, beaucoup de petits producteurs de lait font sur une petite surface (1 ha environ) des patates primeurs. Et aprés la récolte de patates, ils repiquent des betteraves. Les petits paysans n'ont pas pu irriguer, faute de moyens. La récolte des betteraves n'a rien donné. Il n'a poussé que les feuilles.

Ils ont donc peu de réserve, étant donné que le foin de cet été est déjà donné en partie. Les petits éleveurs disent «on en a jusqu'au premier de l'an». Aprés, au mois de janvier, Eh bien, cela dépendra du temps qu'il fera. Si le temps est doux, les paysans ameneront les troupeaux sur les «dérobés» manger les betteraves en feuille et sur les pâtures. Si l'hiver est dur, la situation va être trés difficile. En fait, même ici, où la région est connue pour son climat doux, l'hiver n'est pas fini en janvier.

Deux champs de mais à 500 m de distance. Celui de gauche est cultivé par un paysan moyen n'ayant pu irriguer ; celui de droite appartient à un paysan riche ayant irrigué : il gagnera entre 6 000 et 8 000 F l'ha de mais vendu sur pied ; si en plus il a un cheptel, il bénéficiera des indemnités par UGB.

### Le capitalisme, la vraie calamité

Si le petit agriculteur du Finistére est obligé de faire tous ces calculs en comptant sur le temps qu'il fera dans cinq, six mois, c'est que le régime dans lequel est intégré sa petite exploitation l'y pousse.

Les paysans moyens qui n'ont pas eu les moyens d'irriguer ont eu des récoltes de 50 % de la normale ; et ceux qui faisaient deux récoltes : mais et *ré-gros* n'ont rien eu du tout.

Mais les gros, qui ont irrigué, ont eu des récoltes luxuriantes (voir nos deux photos). Ce mais ils ne l'ont pas vendu à n'importe qui, ils l'ont vendu à ceux qui pouvaient l'acheter, à ceux qui étaient prêts à spéculer pour se le procurer. Résultat : l'hectare de mais a été vendu entre 6 000 et 8 000 francs. Les petits évidemment n'ont pu en acheter à un tel prix.

L'opération paille a donné le même résultat. Ils n'ont pas participer à l'opération et ont acheter trés peu de paille.

On comprend mieux la valeur des mesures gouvernementales. Ici, un petit paysan qui a une dizaine de vaches laitiéres touchera en tout et pour tout 3 000 F (l'UGB est à 300 F dans le Finistère). Concrétement avec cet argent, il pourra acheter deux tonnes de tourtaux ou d'aliment complet, c'est-à-dire de quoi alimenter un tel troupeau tout au plus un mois.

A côté de cela, les gros qui n'ont pas eu de problémes avec l'irrigation, qui ont spéculé sur la paille et surtout le mais, pourront toucher *9 000 F*.

On voit concrétement ce que donne le systéme de répartition de l'État : indemnité de misére pour les petits et avantages pour les gros. Avantages qui contribueront à renforcer les gros dans l'élimination des petits au profit des trusts agro-alimentaires et du Crédit agricole.

### Les solutions individuelles

Dans l'étape actuelle, il y a repliement des petits éleveurs sur eux-mêmes. Certains qui font un petit coin de primeurs, disent qu'ils vont liquider leur troupeau et ne faire que du primeur. Le capitalisme les guette au tournant.

En fait, il y a dix ans, les petits paysans produisaient essentiellement du primeur. Mais la loi du marché capitaliste les minait : bonne récolte : mévente : prix de misére ; mauvaise révolte : revenu de misére. On se souvient des batailles du chou fleur il y. a une dizaine d'années dans la région où la surproduction* avait entraîné la mévente et la ruine de beaucoup de petits producteurs.

Abandonner la polyculture pour reprendre la production de primeurs ne supprimera pas l'exploitation dont ils sont l'objet, mais ne fera que répandre des illusions pendant un court laps de temps.

### La situation des ouvriers agricoles

La plus grosse menace pour l'emploi se situe au niveau des industries agro-alimentaires qui risquent de prendre comme prétexte la sécheresse pour jeter à la rue des ouvriers, au moins pendant plusieurs mois.

Au niveau des ouvriers agricoles proprement dit, il n'y a pas de menace pour le moment sur l'emploi des ouvriers permanents. Cela tient au fait qu'ils travaillent évidemment chez les gros, notamment ceux qui font du porc et des primeurs, et qu'ils n'ont pas été touchés gravement par la sécheresse.

Au niveau des ouvriers saisonniers, on a appris qu'il n'y avait pas eu la même embauche cette saison que les années précédentes.

La menace la plus lourde pèse sur les ouvriers des entreprises de travaux agricoles : d'une part, certaines ont débauché des ouvriers (sur certaines exploitations non irriguées 50 % de la récolte du mais, etc.), et d'autre part, des saisonniers n'ont pas été embauchés.

* Surproduction est un terme valable pour le capitalisme car il n'y a jamais de surproduction alimentaire en absolu. La surproduction est relative, et vient de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs des villes, liée à la spéculation des mandataires.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 3e trimestre 1976